

LEXIQUE DE CE NUMÉRO

Acepp : Association des collectifs enfants parents professionnels
Acse : Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances
Ademe : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
Afideo : Association française pour l'information et la défense des sourds s'exprimant oralement
Anap : Association nationale des auxiliaires de puériculture
ANSP : Agence nationale des services à la personne
Apajh : association pour adultes et jeunes handicapés
APF : Association des paralysés de France
ASV : atelier santé ville
AVS : auxiliaire de vie scolaire
Capi : contrat d'amélioration des pratiques individuelles
Cecodhas : Comité européen de coordination de l'habitat social
Ceges : Conseil des entreprises, employeurs et groupements de l'économie sociale
CRFPE : Centre régional de formation des professionnels de la petite enfance
CSM : Conseil supérieur de la mutualité
Dalo : droit au logement opposable
DGARS : directeur général de l'agence régionale de santé
DGOS : Direction générale de l'organisation des soins
EHESP : Ecole des hautes études en santé publique
Ehpad : établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
EJE : éducateur de jeunes enfants
Epede : Ensemble prévenons l'obésité des enfants
ERP : établissement recevant du public
Espic : établissement de santé privé d'intérêt collectif
FFEC : Fédération française des entreprises de crèches
FGPEP : Fédération générale des pupilles de l'enseignement public
Fnaseph : Fédération nationale des associations au service des élèves présentant une situation de handicap
FNI : Fédération nationale des infirmiers
Gemppi : Groupe d'étude des mouvements de pensée en vue de la protection de l'individu
MAM : maison d'assistants maternels
Meccs : Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la Sécurité sociale
Ondam : objectif national de dépenses d'assurance maladie
OPH : office public de l'habitat
PE-PS : projet d'établissement ou de service
PJJ : protection judiciaire de la jeunesse
PRS : projet régional de santé
PUI : pharmacie à usage intérieur
SAIEM : société anonyme immobilière d'économie mixte
Sniil : Syndicat national des infirmières et infirmiers libéraux
SPH : Syndicat des psychiatres des hôpitaux
SSAM : service de soins et d'accompagnement mutualiste
UHSA : unité d'hospitalisation spécialement aménagée
Unidsa : Union nationale pour l'insertion sociale des déficients auditifs

P. 56

L'avenir de l'exercice libéral des professions de santé est remis en question. Philippe Tisserand, président de la Fédération nationale des infirmiers, témoigne.

P. MARAIS



F. ELSNER/KR IMAGES PRESSE



P. 50

La reconnaissance de l'utilité publique des associations et des fondations, octroyée par un décret rendu après avis du Conseil d'Etat, est un «label» de crédibilité.



H. CHAUVET/URBA IMAGES SERVER

P. 20

Les sites touristiques devront être accessibles en janvier 2015, mais la majorité d'entre eux sont loin d'être prêts.

LE DÉBAT

6 Absentéisme scolaire : faut-il sanctionner les parents ?

ACTUALITÉ

- 11 Retour sur les mois de mai et juin
- 12 Retraite : l'heure du choix pour les infirmiers
- 14 La Mecss veut que la tarification à l'activité tienne compte de la qualité
- 16 Un bus santé interdit à la circulation
- 17 Mouvements sur le front du logement
- 18 Europe. Une Europe plus sociale se profile
- 20 Focus. Handicap : les carences de l'offre touristique
- 22 Agenda

DOSSIER

24 MALAISE À LA CRÈCHE

INITIATIVES

- 32 Grand âge. Des solutions durables pour vieillir à domicile
- 34 Santé. Les pratiques sectaires mises à mal
- 36 Exclusion. Une maison-relais accueillante à Sète
- 38 Médico-social. Un assureur favorise l'accès aux droits

39 Grand âge. La téléassistance passe un cap dans la Creuse

JURIDIQUE

- 43 Billet
- 44 Textes officiels
- 47 Veille
- 48 Jurisprudence. Les mesures d'éloignement des étrangers malades
- 50 Analyse. La reconnaissance de l'utilité publique
- 53 Pratique. 10 questions sur les mutuelles

MÉTIER S

- 56 Santé. Un nouveau modèle d'exercice libéral
- 58 Etablissements. Un renversement à venir pour la procédure d'autorisation
- 59 Formation. Un régime d'exception se profile pour les stages en travail social
- 60 Mobilité
- 62 Repères. Cancérologie : une fusion sur les rails
- 63 Formations

OFFRES D'EMPLOI

64 Services sanitaires et sociaux

TRIBUNE

74 Jean-Claude Pénochet, SPH